JOURNÉE

Québec *sans frontières*

LE SAMEDI 22 NOVEMBRE 2003

CAHIER DU PARTICIPANT

Relations internationales
Québec

104-07635/

JOURNÉE

Québec *sans frontières*

LE SAMEDI 22 NOVEMBRE 2003

CAHIER DU PARTICIPANT

Relations internationales
Québec

Ministère des Relations internationales

Secrétariat à l'aide internationale
525, boul. René-Levesque Est
Québec (Québec) G1R 5R9

Tél. : (418) 649-2341
Téléc. : (418) 649-2664
sai@mri.gouv.qc.ca

Québec sans frontières
www.quebecsansfrontieres.com

© Gouvernement du Québec
Ministère des Relations internationales
Secrétariat à l'aide internationale du Québec
Tous droits réservés

ISBN 2-550-41663-5

Dépôt légal – novembre 2003

Bibliothèque nationale du Québec

Remerciements

Le ministère des Relations internationales du Québec (MRI) et le **Secrétariat à l'aide internationale du Québec (SAIQ)** tiennent à remercier les organismes partenaires et les stagiaires de Québec sans frontières (QSF) pour leur participation à la « Journée QSF ».

Un remerciement tout particulier à M^me^ Dominique Malacort, auteure et metteure en scène de la pièce de théâtre « **La piqûre du voyage** » (événement déclencheur), Marie-Noëlle Béland, comédienne et coordonnatrice du groupe, de même que les autres comédiennes et comédiens : Marie-Pier Labbé, Claudia Prévost, Sacha Calixte, Jérôme Aubin, Isabelle Brochu, Josée Desharnais, Jean-Pierre Roy, Catherine Canello et Sandy Canello.

Nous remercions également les animatrices et animateurs des **ateliers** « **Enjeux** » et « **Acteurs solidaires** » pour leur contribution précieuse :

- Jacques Gélinas (**Alternatives**)
- Caroline Langis du **Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke**
- Julie Suto et Pierre Champagne du **Centre de coopération internationale en santé et développement**
- Ariane Bilodeau et Patricia Desgagné du **Centre québécois de formation**
- Jessica Grenier et Caroline Dupuis du **Club 2/3**
- Stéphanie Robert et Ariane Denault-Lauzier du **Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine**
- Antoine Roy-Larouche et Julie Médam du **Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière (CRÉDIL)**
- Éric Lamoureux et Claudie Lavallée du **Comité pour la justice sociale**
- Gisèle-Eva Côté et Caroline Pascale de **CUSO-Québec**
- Irène Tremblay de **Développement et Paix**
- Catherine Beauchêne, Sophie Savard et Jawad Skalli de **Jeunesse Canada Monde**
- Sarah Bédard-Dubé, Daniel Yoghowa et Jean-Étienne Poirier de **Jeunesse du Monde**
- Marie-Soleil Martineau, Marie-Ève Beaud et Félix Paré de **Projet accompagnement Québec-Guatemala**
- Jonathan Rioux et Coumba Siby de **Solidarité Nord-Sud des Bois-Francs**
- Joan Brown et Claude Giles

Un sincère remerciement à Ugo Monticone, auteur et comédien de la saynète d'introduction à l'atelier « Acteurs solidaires », de même qu'aux comédiennes et comédiens : Marie-Noëlle Béland, Claudia Prévost, Sacha Calixte, Jérôme Aubin.

Nous désirons remercier Damasène Rwiyamilira et le groupe Melao pour leur animation musicale en fin de soirée.

Un merci spécial au Campus Notre-Dame-de-Foy, et particulièrement à Mélissa Simard, qui nous accueille pour une quatrième année.

Le **Secrétariat à l'aide internationale du Québec (SAIQ)** tient également à souligner le travail des membres du comité d'organisation de la « Journée QSF ». Outre les trois représentants du SAIQ, le comité était composé de :

- Maria-Luisa Monreal, Sylvie Doyon et Denise Babin de l'**Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)**
- Marie Houde de **Club 2/3**
- Laura-Kim Dumesnil de **Développement et Paix**
- Nadine Beaudoin de **Jeunesse Canada Monde**
- Stéphan Poulin de **Jeunesse du Monde**
- Chantal Bouchard de **Solidarité Nord-Sud des Bois-Francs**

Un grand merci pour leur contribution remarquable et dynamique au comité d'organisation. Merci également à Florence Coudane, stagiaire au Secrétariat à l'aide internationale, pour son appui remarquable à la conception du *Cahier du participant* et à Natacha Veilleux, stagiaire au Secrétariat à l'aide internationale, pour sa contribution à la réalisation de la Journée Québec sans frontières.

Table des matières

ACTEURS SOLIDAIRES 7

FICHE N°1 : SECRÉTARIAT À L'AIDE INTERNATIONALE DU QUÉBEC – SAIQ

- Mission 9
- Objectifs 9
- Activités 10
- SAIQ – Faits saillants et statistiques sur les programmes du Secrétariat à l'aide internationale du Québec 11
  - *Programme québécois de développement international* 11
  - *Programme Québec sans frontières* 12
  - *Programme de sensibilisation du public (1997-2003)* 12

FICHE N°2 : ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE – AQOCI 13

- 53 membres et plus de 25 ans d'existence ! 13
- Objectifs et principes communs 13
- L'AQOCI, ses membres et la jeunesse 13
- Des interventions concertées 14
- Sources de financement 15

FICHE N°3 : OCI DU NORD 17

- Mission 17
- Objectifs 17
- Activités 17
- Sources de financement 19

FICHE N°4 : PARTENAIRES DU SUD 21

- Mission 21
- Objectifs 21
- Activités 21
- Sources de financement 23

FICHE N°5 : STAGIAIRE QUÉBEC SANS FRONTIÈRES 25

POUR EN SAVOIR + 27

REVUE DE PRESSE 29

GLOSSAIRE 33

- Accords de Bretton Woods 33
- Aide bilatérale 33
- Aide publique au développement (APD) 33
- Aide multilatérale 33
- Altermondialisation 34
- Comité d'aide au développement (CAD) 34
- Commerce équitable 34
- Conseil de sécurité de l'ONU* 35
- Développement durable 35
- Fonds monétaire international (FMI) 35
- Forum de Davos 35
- Forum social mondial (Porto Alegre) 36
- Globalisation 36
- Groupe de la Banque mondiale (BM) 36
- Groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) / Groupe des Huit (G8) 37
- Groupe des Vingt (G20) 37
- Groupe des 77 (G77) 38
- Indice de développement humain (IDH) et parité de pouvoir d'achat (PPA) 38
- Libéralisme 38
- Libre-échange 38
- Mondialisation 38
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDÉ) 39
- Organisation des Nations unies (ONU) 39
- Organisation mondiale du commerce (OMC) 40
- Organisation de coopération internationale (OCI) 40
- Pays les moins avancés (PMA) 40
- Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) 41
- Taxe Tobin 41

SIGLES 43

SITES D'INTÉRÊT SUR INTERNET 45

- Organismes de coopération internationale partenaires de QSF 2003-2004 45
- Mondialisation, coopération, droits humains, démocratie, femmes, environnement 46

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE 47

- Publications des grandes institutions internationales 47
- Publications annuelles d'institutions indépendantes 47
- Monographies 47

FICHE PRATIQUE – DES ACTIONS SOLIDAIRES AU QUOTIDIEN

- Devenir des consommateurs responsables 49
- Se conscientiser 49
- S'engager socialement 49
- Des intervenants pour vous appuyer dans vos actions solidaires 49

ACTEURS SOLIDAIRES

OBJECTIFS ET PRINCIPES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE RECONNUS DANS LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE:

Paix durable, Respect mutuel, Partage, Réciprocité,
Échange, Partenaires égalitaires et solidaires
avec les populations du Nord et du Sud.

VALEURS DE SOLIDARITÉ MONDIALE :

Démocratie, participation populaire,
respect des souverainetés et des cultures,
justice sociale et équité.

Fiche nº1 : Secrétariat à l'aide internationale du Québec SAIQ

Placer les mots en gras dans le texte suivant afin de compléter les différents paragraphes.

Mission

coopération, développement, enfants, femmes, inégalités, solidarité

Afin de mettre en œuvre sa participation à l'action internationale, le ministère des Relations internationales a créé, en mars 1997, le Secrétariat à l'aide internationale du Québec (SAIQ), afin de coordonner l'ensemble de l'action du gouvernement du Québec en matière de _____ et de _____ internationale.

Sa mission consiste à appuyer les actions de _____ internationale, de façon à soutenir un développement initié par, pour et avec les populations des pays les moins favorisés, contribuant ainsi à la réduction des _____en plaçant l'humain au centre de chacune de ses interventions.

Les projets de développement s'adressent aux populations locales, notamment aux _____ et aux _____ . Ils permettent de favoriser l'autonomie des populations concernées pour, à long terme, connaître un développement économique et social.

Objectifs

autonomie, droits, durables, échange, pauvreté, réciprocité, répartition, richesses

Les actions de développement soutenues par le SAIQ sont principalement :

- Agir pour lutter contre la _____ et promouvoir les _____ fondamentaux de chaque citoyen et de chaque peuple de la planète ;
- Favoriser l'_____ des partenaires du Sud en misant sur leur capacité d'action et leur volonté de trouver des solutions _____ aux besoins qu'ils ont eux-mêmes identifiés ;
- Marquer l'appartenance du Québec au monde en reconnaissant l'interdépendance des relations entre le Nord et le Sud et l'impact de nos comportements personnels sur la _____ équitable des _____ ;
- Miser sur des actions qui s'appuient sur des partenariats égaux dans une perspective d'_____ et de _____ ;
- Établir des coopérations contribuant ainsi à combattre les causes de conflits.

Activités

accompagnement, besoins, collectivités, démocratie, éducation, enjeux, ressources, sensibilisation, soutien, stages, volontaire

Pour répondre aux choix et aux priorités du gouvernement du Québec, le SAIQ s'est doté de quatre programmes, convergents et complémentaires, afin d'optimiser les effets multiplicateurs de chacune des interventions. Construisant la solidarité à travers la reconnaissance de partenariats forts avec la société civile d'ici et d'ailleurs, ces programmes sont réalisés par le biais du soutien à divers organismes de coopération internationale (OCI) du Québec.

- Le *Programme québécois de développement international (PQDI)* soutient les OCI pour la réalisation de projets de développement. Il privilégie les interventions visant l'autonomie des populations dans les domaines de la santé, de l'_____, de l'organisation sociale et communautaire, des droits humains et de la _____.
- Le programme *Québec sans frontières* permet à des Québécoises et Québécois de 18 à 35 ans de participer à des stages de solidarité internationale en Afrique, en Amérique latine ou dans les Antilles. Ils soutiennent ainsi les efforts de développement des _____ des pays partenaires. Les OCI élaborent des projets de _____ (universel, spécialisé et réciprocité) selon les _____ exprimés par les milieux d'accueil et leurs partenaires du Sud. Ils recrutent, forment et accompagnent les jeunes tout au long de leur stage d'une durée de 2 à 3 mois.
- Les participants QSF ont la possibilité de poursuivre leur engagement dans la solidarité internationale et de découvrir d'autres facettes du monde de la coopération en effectuant un stage d'_____ ou de travail dans un OCI, ou un séjour à l'étranger à titre de _____ international.
- Le programme de _____ du public aux _____ du développement et à la solidarité internationale a été confié par le SAIQ à l'Association québécoise des organismes de coopération internationales (AQOCI). La coordination de ce programme comporte deux volets : les *Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI)* et le *Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale*.
- Le *Programme d'appui à la mission d'éducation des OCI (PAME)* est un nouveau programme de _____ à la mission de base des OCI. Il vise à consolider l'action d'éducation du public au développement solidaire et à fournir un soutien de base aux organismes qui disposent de peu de _____ (humaines, matérielles et financières) pour réaliser leur mission.

SAIQ – Faits saillants et statistiques sur les programmes du Secrétariat à l'aide internationale du Québec

Programme québécois de développement international

- Créé en 1997
- 322 projets réalisés dans 45 pays
- Partenariat avec plus de 50 organismes de coopération internationale du Québec
- Aide totale : 17,2 M$

59% du budget des interventions réalisées dans les pays à faible revenu (moins de 760$ US/an/habitant)

Les dix principaux pays partenaires

Décaissements par pays	1997-2004
Haïti	3 856 359$
Nicaragua	1 126 726$
Bolivie	1 036 721$
Burkina Faso	868 597$
Pérou	867 121$
Guatemala	884 620$
Burundi	857 163$
République Dominicaine	775 719$
El Salvador	676 928$
Niger	626 897$
Autres pays d'Afrique	4 203 032$
Autres pays	4 124 382$
Total	**19 904 265$**

52 pays ont bénéficié du PQDI	
Afrique	23 pays
Amérique du Sud	8 pays
Amérique Centrale	6 pays
Antilles	3 pays
Asie	7 pays
Europe	3 pays
Proche-Orient	2 pays

Programme Québec sans frontières

- 246 projets de stages réalisés dans 27 pays
- 2075 participants de 18 à 35 ans : universel (1657), spécialisé (233), stages OCI (48), réciprocité (59) et volontaire (21)
- 18 organismes de coopération internationale partenaires
- Près de 50 % des interventions réalisées dans les pays à faible revenu. Les 5 premiers pays partenaires sont : Burkina Faso, Mali, Sénégal, République dominicaine et Pérou

Budget total : 11,8 M $

Répartition des stages Québec sans frontières par région géographique 1996-2003

Stages	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Total
Afrique	9	9	7	10	10	12	12	18	87
Amérique du Sud	4	5	5	6	4	8	9	13	54
Amérique Centrale / Antilles	10	11	11	7	7	13	12	13	84
Total	**23**	**25**	**23**	**23**	**21**	**33**	**33**	**44**	**225**

Programme de sensibilisation du public (1997-2003)

- 7 éditions des *Journées québécoises de la solidarité internationale*. Cet événement annuel vise à promouvoir la solidarité internationale et à établir des ponts entre la population québécoise et celle des pays du Sud.
- 60 projets d'éducation et d'engagement du public réalisés dans toutes les régions du Québec afin de responsabiliser la société québécoise à l'échelle planétaire.
- Le programme d'appui à la mission d'éducation des organismes de coopération internationale soutient une dizaine d'organismes de coopération internationale.

Budget total : 2,1 M $

Fiche nº2 : Association québécoise des organismes de coopération internationale – AQOCI

53 membres et plus de 25 ans d'existence !

L'AQOCI a été fondée en 1976 par 18 organismes de coopération internationale afin de donner plus de cohérence et d'efficacité à leurs actions. Les OCI ont créé un lieu d'échange, de coopération et de services et deviennent ainsi un organe de concertation auprès des gouvernements et du public.

Présents dans plus d'une centaine de pays, les 53 membres de l'AQOCI se préoccupent d'éducation, de santé, d'environnement, de droits humains, d'agriculture, d'approvisionnement en eau potable. Ils travaillent aussi à faire reconnaître le rôle fondamental et spécifique des femmes dans le développement. Ils créent et entretiennent des liens entre les organisations des sociétés civiles du Nord et du Sud.

Par ailleurs, leur devoir est d'informer la population québécoise et de la mobiliser autour des enjeux politiques qui freinent l'instauration d'un monde où tout être humain puisse vivre dans la dignité et le respect de ses droits fondamentaux.

Objectifs et principes communs

L'objectif premier de l'AQOCI est de soutenir le travail de ses membres afin de permettre leur développement en s'inspirant des principes de solidarité internationale. L'Association veut aussi favoriser l'échange, en vue d'une meilleure coordination des OCI œuvrant au Québec et au Sud.

L'AQOCI, ses membres et la jeunesse

Plus de la moitié des organismes membres de l'AQOCI se sont engagés auprès des jeunes. Ils réalisent des programmes d'éducation et de sensibilisation, des stages à l'étranger à l'intention des Québécois et des pays du Sud où ils sont présents.

Les stages outre-mer offerts aux jeunes par les membres de l'AQOCI (dont ceux du programme Québec sans frontières) ont pour objectif de les initier à la coopération internationale. Ils leur permettent de partir à la découverte du monde et d'eux-mêmes, de partager le quotidien des populations du Sud. Ces expériences à l'étranger visent aussi à les intégrer dans des projets d'appui à ces communautés afin de favoriser le développement de leurs compétences professionnelles. Les stages sont réalisés avec la collaboration de partenaires locaux.

Des interventions concertées

L'AQOCI soutient l'action concertée de ses membres et celle d'autres organisations québécoises autour d'activités de solidarité et de développement international :

Associer la définition des lettres au titre des chiffres.

1 Journées québécoises de la solidarité internationale

2 Québec sans frontières

3 Réseau québécois sur l'intégration continentale

4 Comité québécois femmes et développement

5 Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale

6 Comprendre et agir pour une paix juste

A L'AQOCI est membre du RQIC, une coalition d'organismes de coopération internationale, de centrales syndicales et de groupes écologiques québécois. Le Réseau fait la promotion de valeurs sociales et démocratiques en regard de l'intégration économique du continent.

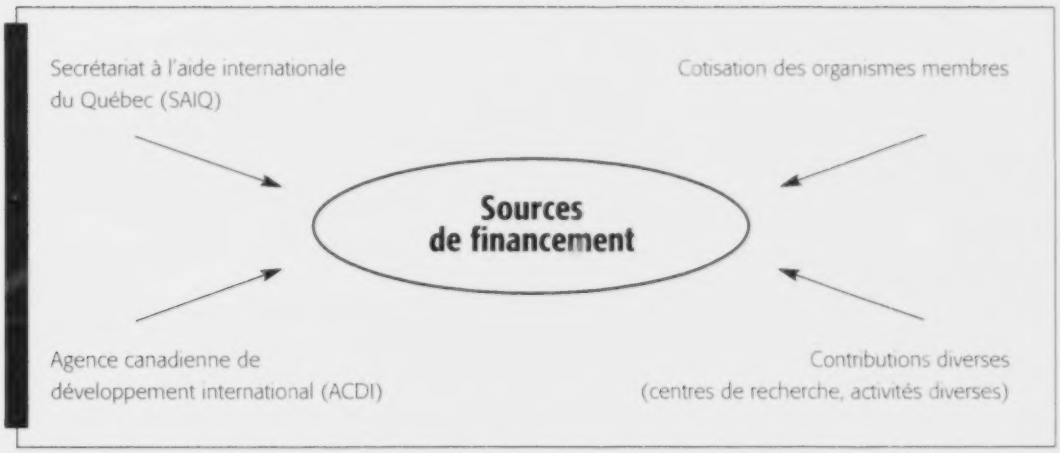
B Par l'entremise de ce fonds octroyé par le ministère des Relations internationales, l'AQOCI appuie chaque année la réalisation d'une quinzaine de projets permettant à la population québécoise de faire les liens nécessaires entre les réalités des pays en développement et les situations qui touchent notre propre société. Ces projets d'éducation sont mis en œuvre par des organismes membres de l'AQOCI.

C Dans tout le Québec, à chaque automne, l'AQOCI, ses membres et leurs partenaires québécois multiplient les activités d'information et de solidarité internationale. Pour l'an 2003, les Journées québécoises, appuyées par le ministère des Relations internationales du Québec, ont choisi pour thème « L'eau pour tous, tous pour l'eau. ».

D L'AQOCI appuie le SAIQ dans la réalisation de ce programme de stages d'initiation à la coopération internationale dans des pays du Sud et au Québec.

E À la suite des événements du 11 septembre 2001, l'AQOCI a favorisé la mise sur pied d'une grande concertation « Comprendre et agir pour une paix juste ». Syndicats, mouvement des femmes, organismes de défense de droits, réfugiés et groupes populaires y mettent en commun leurs efforts pour comprendre les enjeux et les défis afin d'agir en faveur de cette paix.

F Ce comité de l'AQOCI favorise l'échange et le développement d'une expertise sur les questions concernant les femmes et le développement international. Le CQFD vise notamment à développer des liens de solidarité entre les femmes du Québec et le mouvement de femmes des pays du Sud. Il a collaboré à l'organisation de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000.


Secrétariat à l'aide internationale du Québec (SAIQ)
Cotisation des organismes membres
Sources de financement
Agence canadienne de développement international (ACDI)
Contributions diverses (centres de recherche, activités diverses)

Fiche nº3 : OCI du Nord

Mission

Les organismes de coopération internationale (OCI) du Nord créent et entretiennent des liens entre les organisations de la société civile du Nord et du Sud. Ils soutiennent ces partenaires selon des objectifs propres à chaque organisation. Ils sensibilisent, éduquent et mobilisent la population québécoise aux causes du sous-développement dans le but d'instaurer un monde plus juste et plus équitable. Plusieurs de ces OCI sont membres de l'AQOCI.

Objectifs

- Promouvoir un développement durable, autonome et viable qui assure une répartition juste des ressources ;
- Soutenir les organismes partenaires du Sud dans leurs projets de développement et favoriser leur autonomie ;
- Défendre et promouvoir les droits humains fondamentaux, la justice sociale et l'indépendance économique ;
- Informer, sensibiliser et éduquer le public québécois aux réalités des pays partenaires afin d'assurer la promotion d'un développement juste et démocratique ;
- Reconnaître le rôle fondamental et spécifique des femmes dans le développement des peuples.

Activités

- Financement et réalisation de projets de développement ;
- Envoi de coopérants volontaires ;
- Stages d'initiation à la solidarité internationale ;
- Éducation et sensibilisation du public québécois ;
- Aide humanitaire d'urgence.

La plupart des OCI réalisent des programmes d'éducation, de sensibilisation, de formation et offrent des stages outre-mer à l'intention des jeunes du Québec et des pays du Sud.

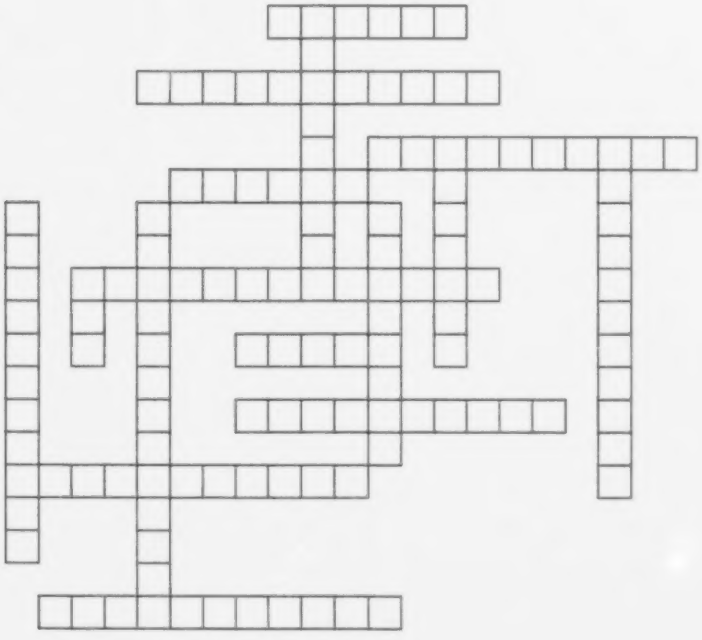
Quelques organismes envoient des coopérants à l'étranger pour des périodes déterminées. Ces personnes participent à des activités spécifiques auprès des populations locales en apportant un appui politique, technique ou social.

Les OCI se mobilisent dans le but de concrétiser des gestes de solidarité envers des enjeux internationaux bien précis : signatures de pétition, marches pour la paix, spectacles-bénéfice, JQSI, etc.

Les OCI interviennent dans plusieurs secteurs dont :

santé; éducation; agriculture; eau; droits; développement; démocratie; gouvernance; femmes; revenus; commerce; environnement; institution; partenaire; technologie; information.

Placer les mots ci-dessus dans la grille suivante.



Les OCI sont présents dans plus de 100 pays d'Afrique, d'Amérique latine, des Antilles, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Europe centrale et de l'Est.

Sources de financement

- Les gouvernements : les OCI bénéficient de subventions du gouvernement fédéral, notamment par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Au Québec, les OCI peuvent recevoir l'appui du Secrétariat à l'aide internationale du Québec pour les programmes suivants : *Québec sans frontières (QSF), Programme québécois de développement international (PQDI), Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI), Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale, Programme d'appui à la mission d'éducation des OCI (PAME).*
- Les organisations multilatérales : Programme des Nations unies pour le développement, Banque mondiale…
- La collecte de dons (campagne de sollicitation) auprès du grand public, des fondations, des communautés religieuses, des entreprises…
- Les activités génératrices de revenus : spectacles-bénéfice, vente de produits de commerce équitable, projets d'économie sociale, collectes de fonds des stagiaires, etc.

Fiche nº4 : Partenaires du Sud

Mission

Les partenaires du Sud représentent les organismes qui travaillent auprès des communautés les plus démunies d'Afrique, d'Amérique latine, des Antilles, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Europe Centrale et de l'Est afin d'améliorer leurs conditions de vie. Organismes sans but lucratif, ils appuient le développement des populations locales, en milieu urbain et rural, afin qu'elles puissent prendre en charge leur propre développement.

Ces partenaires peuvent être des groupes de base, des organisations paysannes, des groupements de femmes, des coopératives ou des ONG locales. Ils peuvent être membres de réseaux africains, latino-américains ou de réseaux internationaux d'ONG.

Objectifs

- Lutter contre les injustices en améliorant les conditions de vie et la santé des communautés ;
- Promouvoir le développement humain en soutenant les actions visant les couches communautaires les plus défavorisées, telles que les femmes, les enfants et les jeunes ;
- Former et appuyer des groupes cibles : groupes de base, associations villageoises, etc. ;
- Soutenir les structures organisationnelles à la base en contribuant à leur formation et en favorisant la prise en charge de leur propre développement.

Activités

- Réalisation de projets de développement ;
- Formation, sensibilisation, alphabétisation des communautés du Sud ;
- Accueil de stagiaires s'initiant à la solidarité internationale ;
- Collaboration avec des coopérants volontaires d'OCI du Nord ;
- Aide humanitaire d'urgence, appuyée par différentes sources de financement.

Les partenaires du Sud interviennent dans plusieurs secteurs dont :

Remettre les lettres dans le bon ordre, afin de trouver les différents secteurs d'intervention.
La première lettre de chaque mot est correctement placée.

S T N A E
_ _ _ _ _

A H S O L A N A B I P E T I T
_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

E O I C D T A U N
_ _ _ _ _ _ _ _ _

A R U C R E L U T I G B O I Q U O G I L E
_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

S C R U I T E E A R I N I M A T E L E
_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

U E A
_ _ _

D I T O R S E D A L P E S E N R O N
_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

D O V L E N P E M P E T E D A Q U I M E T R O C E
_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

B N O N E G R A N C E E N O V U
_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

P M N I O O R T O F I N I M E N E
_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

E M I O N E O C
_ _ _ _ _ _ _ _ _

C R O M M E C E E B A T I Q U E L
_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

P E R T I C O T O N E D E N V R O M L ' I N T E N E N
_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

N E U L O V E L S T S E I N O G L O C H E
_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

I R T S S A C U F U N T R E R S R A I T S A I N E T E S I L O C A S E R
_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

L U T E T C E N T O R A L P T U V A E E R
_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Sources de financement

Les sources de financement des partenaires du Sud dépendent de l'ampleur des organisations, de leurs priorités d'action, de l'étendue des activités qu'ils mènent auprès des communautés de base :

- Les OCI du Nord.
- Les gouvernements locaux.
- Les gouvernements du Nord (voir note).
- Les organisations multilatérales : Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Programme Alimentaire Mondial (PAM), Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR), Banque mondiale, etc.
- Fondations, communautés religieuses, entreprises, ambassades, etc.
- Les activités génératrices de revenus : vente de produits de commerce équitable, projets d'économie sociale , par exemple les coopératives artisanales.

Plusieurs partenaires du Sud sont engagés auprès des jeunes. Ils accueillent des stagiaires québécois provenant du programme Québec sans frontières tout en favorisant, au sein de leur communauté, la promotion, la création, la consolidation et le développement de structures de jeunes. Par le biais du volet réciprocité du programme Québec sans frontières, certains jeunes des communautés du Sud peuvent également vivre une expérience significative d'initiation à la solidarité internationale au contact de la culture québécoise.

Note : Les partenaires du Sud peuvent bénéficier de subventions du gouvernement fédéral, notamment par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Par ailleurs, ces subventions sont souvent gérées par des OCI du Nord qui deviennent alors les intermédiaires, des agences d'exécution pour les programmes bilatéraux entre l'ACDI et les partenaires du Sud.

De plus, les partenaires du Sud, toujours par le biais des OCI du Nord, peuvent recevoir un appui du Secrétariat à l'aide internationale du Québec grâce au programme *Québec sans frontières (QSF)* et au *Programme québécois de développement international (PQDI)*.

Fiche nº5 : Stagiaire Québec sans frontières

Par le biais du programme *Québec sans frontières* du SAIQ, plus de 400 jeunes de 18 à 35 ans participent chaque année à un stage d'initiation à la solidarité internationale. Sélectionnés par l'un des 16 OCI du Québec participant au programme, ils auront comme mission de s'intégrer dans un projet au sein d'une communauté des Antilles, d'Afrique ou d'Amérique latine. Peu importe qu'il s'agisse d'un programme en santé, en éducation, en environnement, en animation, en intervention..., tous ces projets ont été élaborés conjointement par les OCI en fonction des besoins exprimés par les milieux d'accueil et leurs partenaires du Sud. La mission du stagiaire consistera donc à appuyer les efforts de développement d'une communauté du Sud par son engagement solidaire dans un projet.

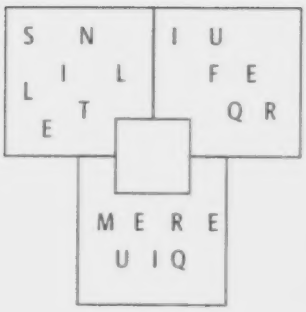
Si de nombreuses motivations personnelles poussent ces stagiaires à se lancer dans le défi de l'engagement solidaire, certaines sont communes à tous. En effet, tous les stagiaires sont mus par le désir de découvrir d'autres horizons, de connaître une nouvelle culture, de partager le quotidien des membres d'une communauté étrangère et de prendre part, avec des partenaires du Sud, au vaste mouvement de la solidarité internationale.

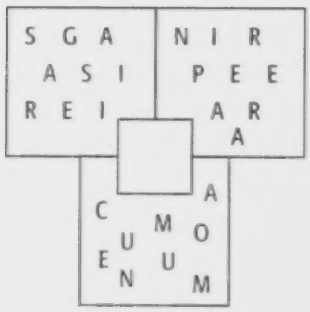
En participant à un stage universel ou spécialisé, le stagiaire vivra une merveilleuse expérience de groupe qui sera fort enrichissante, tant au plan personnel que professionnel. Au retour de cette première expérience de solidarité internationale, il pourra, avec le programme Québec sans frontières, découvrir d'autres facettes du monde de la coopération internationale en effectuant un stage d'accompagnement ou de travail dans un OCI, ou encore un séjour à l'étranger à titre de volontaire international.

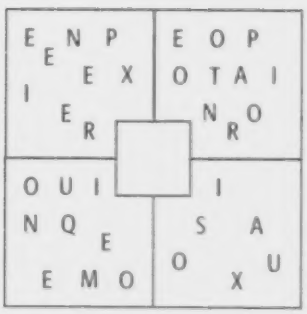
Différents objectifs peuvent être atteints par les stagiaires, dont vivre concrètement une expérience avec des jeunes d'une autre communauté, approfondir leurs connaissances sur les enjeux du développement international, améliorer une autre langue ou partager leur savoir. Au terme de ce voyage, il aura approfondi sa vision du monde et les enjeux économiques et sociaux qui sous-tendent les efforts de coopération entre les OCI du Nord et leurs partenaires du Sud, en plus de contribuer à soutenir les efforts de développement de sa communauté d'accueil.

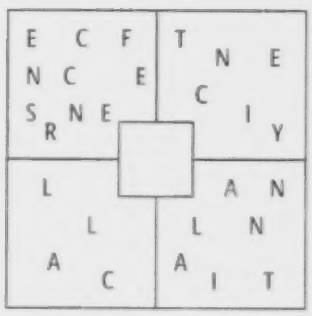
Au retour, le stagiaire pourra poursuivre son engagement en participant à des conférences, des expositions ou à la formation de futurs stagiaires. Il pourra donc prendre part activement aux campagnes d'éducation du public à la solidarité internationale mises sur pied par les OCI. Il deviendra alors un citoyen plus conscient du rôle qu'il peut jouer tant à l'échelle locale, nationale, qu'internationale.

Trouver la lettre commune manquante aux différents mots.









POUR EN SAVOIR +

Revue de presse

PNUD – www.undp.org/hdr2003

Le PNUD lance l'Initiative communautaire pour l'eau au Forum mondial de l'eau.

16/03/2003 – Kyoto : Dix à 15 pays bénéficieront dans un premier temps de l'Initiative communautaire pour l'eau, nouveau projet géré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui sera lancé par l'Administrateur du PNUD, M. Mark Malloch Brown, au Forum mondial de l'eau qui ouvre ses assises aujourd'hui à Kyoto.

L'Initiative, dont le lancement est prévu pour le 21 mars à la Maison du Citoyen, sera dotée initialement d'un budget de 500 000 dollars pour 2003 et se développera pour atteindre un budget cible de 50 millions de dollars au cours de la période 2003-2008. Une fois sa phase pilote achevée en 2003, elle sera mise en œuvre dans un grand nombre de pays qui bénéficieront de subventions destinées à appuyer les approches novatrices de l'alimentation en eau, de l'assainissement et de la gestion des bassins versants au niveau communautaire. Cette nouvelle initiative s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le PNUD pour appuyer la réalisation de l'Objectif du Millénaire pour le développement qui vise la réduction de moitié, d'ici 2015, de la proportion de la population mondiale n'ayant pas accès à l'eau potable.

[...]

La consommation d'eau a augmenté de six fois au cours du siècle dernier, soit deux fois plus que la population mondiale. On estime à plus de 1,1 milliard le nombre de gens n'ayant pas actuellement accès à l'eau potable et à plus de 2,4 milliards le nombre de ceux qui ne disposent pas d'installations d'assainissement adéquates.

[...]

Comité d'Aide au Développement – www.oecd.org

Les pays de l'OCDE membres du CAD amorcent un redressement de leur APD, avec une progression de 5 % en 2002.

22/04/2003 – Les pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE ont accru leur aide publique au développement en faveur des pays en développement de 4,9 % en termes réels, compte tenu de l'inflation, entre 2001 et 2002. Celle-ci s'est chiffrée à 57 milliards de dollars, soit 0,23 % de leurs ressources globales, telles qu'elles ressortent de leur revenu national brut (RNB), affichant ainsi un début de reprise par rapport au point bas sans précédent de 0,22 % du RNB auquel elle stagnait depuis trois ans.

A la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Monterrey en mars 2002, les pays donneurs se sont engagés à augmenter leur aide publique au développement (APD) en faveur des pays en développement. D'après les estimations de l'OCDE, si ces promesses se concrétisent, il devrait en résulter une progression de 31 % de l'APD en termes réels (soit environ 16 milliards de dollars) qui porterait le rapport APD/RNB à 0,26 % d'ici 2006 – niveau encore largement inférieur aux 0,33 % régulièrement enregistrés jusqu'en 1992.

[...]

Courrier International – www.courrierinternational.com

Une décennie perdue

Le rapport mondial annuel des Nations unies sur le développement humain a été présenté conjointement à Dublin et à Maputo le 8 juillet. Malgré les bonnes paroles, le constat reste décourageant : les riches sont de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres...

09/07/2003 – [...]
Cette année, la présentation du rapport se faisait conjointement en Irlande et au Mozambique. Les deux pays se réjouissent de concert de cette publication. « C'est la première fois que la publication de ce rapport se fait à Dublin », note « The Irish Times », et « la première fois qu'il est conjointement présenté dans une capitale africaine, Maputo », ajoute l'agence d'information mozambicaine. L'Irlande est ainsi récompensée pour l'amélioration de la qualité de la vie dans l'île, tandis que le Mozambique – qui dirigera l'année prochaine l'Union africaine – aura la lourde tâche de lancer concrètement le nouveau partenariat pour le développement africain (NEPAD). Cependant, c'est une maigre consolation pour les lecteurs de ce rapport des plus déprimants.

Diviser par deux le nombre de pauvres
La myriade de chiffres et de statistiques publiés en une du « Guardian » fait d'ailleurs froid dans le dos : « 54 pays ont vu leur revenu moyen diminuer pendant les années 90 et 21 pays ont vu leur indice de développement humain reculer pendant la même période. Toujours pendant les années 90, 13 millions d'enfants ont succombé à la diarrhée... » En clair, titre le quotidien britannique, ce fut une « décennie perdue ». Et ça ne semble pas s'améliorer pour la décennie actuelle. « Selon ce rapport, plus du quart des pays du monde se sont encore appauvris l'année dernière sous l'effet conjugué de la famine, du sida, des conflits et de mauvaises politiques économiques. »

C'est loin, très loin des buts – à réaliser d'ici à 2015 – que se sont fixés les États les plus riches. « Diviser par deux le nombre de personnes vivant avec moins de 1 euro par jour, baisser de deux tiers le nombre d'enfants n'atteignant pas l'âge de 5 ans, permettre l'accès à l'école primaire pour tous et diviser par deux le nombre de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable », rappelle « The Guardian ».

[...]

Le Monde – www.lemonde.fr

L'ampleur des désaccords Nord-Sud met l'OMC en échec

Après cinq jours de négociations, le sommet de Cancun sur la libéralisation du commerce mondial s'est soldé par un échec, dimanche 14 septembre. Pays riches et pays pauvres n'ont pu aplanir leurs divergences sur la plupart des sujets en discussion. La conférence a officiellement capoté sur les dossiers dits « de Singapour » (concurrence, investissements, marchés publics), mais les désaccords sur l'agriculture et les tarifs douaniers demeurent entiers. Les pays pauvres affirment que leurs vues ont été ignorées. Le cycle de négociations de Doha, prévu pour s'achever fin 2004, est désormais menacé. L'Organisation mondiale du commerce et ses procédures sont vivement critiquées par les Américains et les Européens.

15/09/03 – [...]
Dans cette institution où la règle du consensus fait qu'un seul pays peut bloquer la machine, ce n'est pas un ou deux pays qui ont empêché les 146 pays membres d'atteindre un compromis, mais une coalition de 21 pays en développement. Ce « Groupe des 21 » (G21), conduit par les nouvelles puissances émergentes, Inde, Brésil et Chine, a été appuyé par un front solidaire formé de 90 pays pauvres à dominante africaine.

[...]

L'OMC aura du mal à se relever de cet échec. L'absence de résultat sur ce rendez-vous intermédiaire rend quasiment impossible de parvenir à boucler les négociations d'ici fin 2004. L'accord sur l'accès aux médicaments pour les pays en situation d'urgence sanitaire, signé à Genève, n'a pu être ratifié par l'ensemble des membres. Il pourrait ainsi être remis en question.

En dépit des mines défaites qu'affichaient les négociateurs, dimanche soir, l'issue de Cancun n'est un drame ni pour les États-Unis ni pour l'Europe. L'un et l'autre peuvent continuer à nouer des alliances bilatérales et régionales sans l'OMC. A l'inverse, pour les pays les plus pauvres, c'est une vraie occasion manquée d'ouvrir une brèche dans le protectionnisme des pays riches.

Laurence Caramel et Babette Stern

Monde Diplomatique – www.monde-diplomatique.fr

LE CONTINENT NOIR ORGANISE SON « ALTERMONDIALISATION » – Émergence d'une voix africaine

Février 03 – [...]
Pour le mouvement social africain, il s'agit bien sûr de contester les politiques économiques appliquées au continent depuis des décennies et qui l'enfoncent inexorablement dans la misère et dans la guerre en déstabilisant les États. « Le FSA doit permettre à la société civile de s'organiser en contre-pouvoir afin de peser sur les lieux où s'élaborent les règles imposées à l'Afrique », explique ainsi Taouffik Ben Abdallah, d'Enda. Le forum vise aussi à fédérer, au niveau continental, des mouvements épars et à construire un discours commun. Au-delà, il s'agit de reconquérir le droit à une parole propre face à une « communauté internationale » réduite en fait aux puissants; de lutter contre une aliénation historique qui a dépossédé les Africains de leur destin en les soumettant toujours – à moitié victimes, à moitié complices - à l'exploitation économique et culturelle par des puissances étrangères.

[...]

Déconnectés des réalités sociales, ces gouvernants ont abandonné toute résistance. Certains se font même les promoteurs zélés de l'exploitation mercantile de leurs États. Ainsi les présidents Abdoulaye Wade, du Sénégal, Thabo Mbeki, d'Afrique du Sud, Abdelaziz Bouteflika, d'Algérie, Olusegun Obasanjo, du Nigeria, sont-ils devenus les VRP du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), plan qui vise à « accroître les investissements privés étrangers », euphémisme pour dire que le pillage des innombrables richesses de l'Afrique continuera tandis que les populations s'enfonceront dans la misère. « Nos dirigeants ne résistent pas assez. Ils ont une cravate dans la tête », ajoute la charismatique Malienne, Aminata D. Traoré.

[...]

« La confiance passe par la transmission de cette histoire usurpée et un retour sur les valeurs du panafricanisme », souligne un jeune délégué du Kenya, interpellant vigoureusement ses aînés qui laissent « filer le temps ». Or les jeunes générations, forces vives du continent, « ne rêvent que d'Occident; on leur martèle qu'il n'existe aucun espoir pour eux en restant dans leurs pays ». Réduire l'Afrique à un problème (famine, sida, guerre...) empêche de renouer avec l'histoire et avec la culture. Cette vision participe de la « stratégie de domination du Nord ».

[...]

Monde Diplomatique – www.monde-diplomatique.fr

Quel contrôle pour le commerce équitable ?

Octobre 03 – [...]
En pointe, les Pays-Bas

Les consommateurs occidentaux sont tous prêts à aider directement les producteurs du Sud en achetant « équitable ». C'est-à-dire en consommant des produits alimentaires ou artisanaux pour lesquels ils ont la garantie qu'une juste rémunération a été versée au producteur. Ce prix doit prendre en compte ses besoins et ceux de sa famille, en termes de formation, de santé, de protection sociale, etc. Les importateurs s'engagent aussi à verser un acompte et à privilégier des relations commerciales durables avec les producteurs. Pour l'heure, en Europe, le commerce équitable représenterait un chiffre d'affaires de 373 millions d'euros (2,45 milliards de francs), et l'on estime que 800 000 producteurs d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine bénéficient de ce système. Et les pays de l'Est ? Actuellement, personne ne travaille avec eux.

[...]

Le mouvement est parti des Pays-Bas. Ces derniers ont gardé leur avance puisque, aujourd'hui, avec un chiffre d'affaires de 71,5 millions d'euros pour le commerce équitable, ils ne sont distancés que par l'Allemagne (101 millions). La France est très en retard, avec 9,7 millions, contre 16,1 millions pour l'Italie, 51 millions pour la Suisse et 70 millions pour le Royaume-Uni. Ces montants restent faibles en regard du potentiel. Le café équitable, sans doute le produit phare, représente seulement 3 % des ventes en Suisse et au Luxembourg, les deux pays où sa percée a été la plus importante.

[...]

Dante Sanjurjo

Le Devoir – www.ledevoir.com

Nouveau partenariat pour le développement africain – L'Afrique va-t-elle (enfin) s'en sortir ?

Ce plan a un nom, le NEPAD, le Nouveau partenariat pour le développement africain – le New Economic Partnership for Africa en anglais – et une particularité : il a été conçu par des Africains, pour les Africains, et il sera mis en oeuvre par les Africains.

25/06/02 – [...]
Et comme si cette question de la bonne gouvernance ne suffisait pas, il faudra aussi identifier le niveau d'action où intervenir. Sauf exceptions, la majorité des pays africains demeurent très fortement centralisés. Ce sont les ministres en poste dans les capitales qui décident et, lorsqu'elles existent, les collectivités locales n'ont aucune ressource financière digne de ce nom. Et ce n'est pas tout. Aucune ville d'Afrique subsaharienne, même parmi les plus grandes, n'a accès au marché des capitaux. On en vient donc à demander aux maires africains de devenir de véritables forces de changement, mais sans avoir les moyens financiers pour passer à l'action. « Vous n'y pensez pas, répondra-t-on. Bon nombre de ces maires savent à peine lire ou écrire. Et vous voudriez leur confier des sommes importantes ? Sans parler de leur éthique douteuse. »

[...]

Daniel Latouche

L'aut'journal – www.lautjournal.info

La Bolivie et le gaz naturel : au-delà de l'apparent paradoxe des revendications des mouvements populaires

15/10/03 – [...]
En effet, la rentabilité des entreprises transnationales est considérable. Outre l'exportation, les compagnies font des profits dans le marché interne, puisque le prix de consommation du gaz bolivien est plus cher qu'en Argentine ou au Venezuela. Dans ce contexte, presque tous les secteurs de la population s'opposent à l'exportation du gaz car, une fois de plus, les Boliviens verront leurs réserves de gaz partir sans pouvoir en profiter pour favoriser le développement intégral et durable du pays.

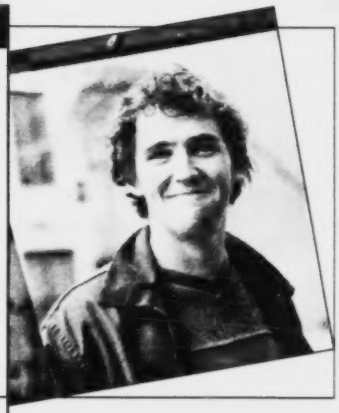
[...]

En résumé, la situation comporte trois éléments : les compagnies font un profit jugé non équitable; le gaz n'est pas utilisé pour promouvoir le développement du pays, et l'exportation par le Chili n'est pas considérée acceptable. Compte tenu de ces éléments, une majorité des Boliviens disent préférer que le gaz reste enfoui, plutôt que de l'offrir en cadeau. Ils pensent que les efforts doivent être dirigés dans la recherche de moyens de le transformer au pays et de s'en servir comme un moteur économique favorisant l'industrialisation et l'emploi.

[...]

Frida Villareal, Ana María Seifert, Roxana Paniagua

GLOSSAIRE



Accords de Bretton Woods

Les Accords de Bretton Woods ont été conclus en 1944 entre les 44 pays alors membres de l'ONU (ce qui excluait l'Allemagne et le Japon), puis ratifiés par les parlements nationaux (à l'exception de l'URSS et des pays du bloc socialiste). Ces accords ont jeté les bases du système monétaire international qui a fonctionné jusqu'en 1971, créant l'« étalon de change-or », où le dollar servait de monnaie de réserve à l'égal de l'or. Les deux piliers du « nouveau » système monétaire international, le FMI* et la BIRD* (qui, avec sa filiale l'AID, forment la Banque mondiale), ont été créés dans la foulée des Accords de Bretton Woods.

Aide bilatérale

Aide publique au développement* fournie directement par un pays donateur à un pays en développement qui en a fait la demande pour son avancement socio-économique. Dans ce type d'aide, le pays donateur conserve le contrôle sur ses contributions.

Aide publique au développement (APD)

Montant net des dons et des prêts accordés à des conditions de faveur par des organismes officiels aux pays et aux territoires, avec pour objectif principal la promotion du développement économique et du bien-être des populations.

Aide multilatérale

Aide acheminée par les pays donateurs par l'entremise des organisations internationales de développement comme les agences spécialisées des Nations unies, la Banque mondiale, les banques multilatérales de développement. Cette aide est accordée afin de réaliser, dans les pays en développement, des projets qui seraient trop vastes pour être pris en charge par un seul pays ou des projets dont la nature exige la coopération de plusieurs États.

Altermondialisation

En quelques années, un mouvement international est apparu en rupture avec la pensée libérale et centré autour d'une approche critique des politiques de mondialisation ou de globalisation. Ainsi, de Seattle en 1999 à Porto Alegre* en 2001 et 2002, ce mouvement de contestation marque le passage de l'antimondialisation à l'altermondialisation. Ce regroupement d'ONG veut construire «un autre monde» par ses appels à rupture. En effet, issue d'une culture tiers-mondiste, écologique, socialiste, keynésien..., l'Altermondialisation a pour principes : la tolérance politique, le refus de la discrimination, le respect de la nature, l'autogestion et la parité avec, au centre des revendications, l'annulation de la dette du Tiers-monde et la prise en considération de l'avis des 150 pays oubliés dont le destin est joué injustement sur l'échiquier mondial. Par ailleurs, cette mobilisation proclame que la démocratie globale doit l'emporter sur la globalisation financière.

Comité d'aide au développement (CAD)

Le Comité d'aide au développement (CAD) a été créé en 1961. Il encourage et harmonise l'aide accordée par les pays de l'OCDÉ* aux pays en développement. Le CAD suit les budgets d'aide, examine la façon dont ils sont dépensés et s'assure qu'ils sont conformes à la priorité qui a été définie, à savoir une croissance économique qui profite à l'ensemble de la population et qui soit viable du point de vue de l'environnement et de la croissance démographique. Le CAD compte 23 membres. Les membres du Comité sont des pays bien nantis et les principaux bailleurs de fonds des pays en développement. Il s'agit de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Portugal, du Royaume-Uni, de la Suède, de la Suisse et de la Commission européenne.

Siège : Paris / Président : J. -C. Faure (France)
www.oecd.org/dac

Commerce équitable

Le commerce équitable est un moyen d'améliorer les conditions de vie des producteurs et de respecter l'environnement des pays du Sud. En effet, les produits portant la certification TransFair sont payés à un juste prix à des familles organisées démocratiquement, ce qui leur permet de mettre sur pied leurs propres projets communautaires dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la protection de l'environnement, de l'agriculture biologique, de la culture... La différence des revenus, ainsi amassée par les produits de la route équitable, permet aux petits producteurs du Sud de réinvestir les profits dans des projets efficaces et durables pour l'économie.

www.transfair.ca et www.plannagua.qc.ca

Conseil de sécurité de l'ONU*

La fonction principale du Conseil de sécurité est de maintenir la paix et la sécurité dans le monde. Il est composé de 15 membres, dont 5 sont permanents : la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Fédération de Russie. Ces pays peuvent exercer un droit de veto sur les décisions du Conseil. Les 10 autres membres – Allemagne, Guinée, Mexique, Pakistan, Espagne, République arabe syrienne, Angola, Bulgarie, Cameroun, Chili – sont élus pour une période de 2 ans par l'Assemblée générale. Le Conseil de sécurité est le seul organe de l'ONU habilité à prendre des décisions. Selon la **Charte des Nations unies**, tous les États membres sont dans l'obligation d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil.

www.un.org/french/documents/scinfo.htm

Développement durable

Le concept de développement durable a été lancé par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (le rapport Brundtland) en 1987. Il peut être défini ainsi : « Un développement qui cherche à répondre aux besoins d'une population dans le présent sans compromettre la capacité des générations futures à combler les leurs ».

Fonds monétaire international (FMI)

Le Fonds Monétaire International – FMI – a été institué en 1945 par la conférence de Bretton Woods, comme la Banque mondiale. Le FMI, institution spécialisée du système onusien (largement autonome), est chargé d'encourager la coopération monétaire internationale, de faciliter l'expansion et l'accroissement du commerce mondial, de promouvoir la stabilité des changes, de veiller au respect des règles du système et, éventuellement, de prêter ponctuellement et à court terme des fonds aux pays qui en ont besoin. Le FMI, comme la Banque mondiale, prône un modèle de développement néolibéral. Les États qui reçoivent une aide financière doivent mettre en œuvre, via les programmes d'ajustement structurel (PAS), des politiques massives de privatisation et de réduction drastique des budgets de l'État et des services publics. Le FMI compte actuellement 183 États membres.

Siège : Washington / Directeur général : Hörst Kohler (Allemagne)
www.imf.org

Forum de Davos

Ce forum économique mondial a lieu chaque année à Davos en Suisse. Cette rencontre entre chefs d'État et de gouvernement, gens d'affaires, leaders politiques, journalistes, etc. a pour but d'améliorer l'état du monde. Y sont admis les chefs d'entreprise dont le chiffre d'affaires est d'au moins un milliard de dollars.

www.davos.org et www.weforum.org

Forum social mondial (Porto Alegre)

Le Forum social mondial (FSM) est un espace de rencontre, de réflexion, de mobilisation et de discussion pour les mouvements sociaux, les réseaux, les ONG et autres organisations de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme. Le FSM se propose de faciliter l'articulation d'associations et de mouvements engagés, tant au plan local qu'international, dans des actions concrètes de construction d'un monde plus solidaire. Les deux premières éditions du FSM ont eu lieu à Porto Alegre (Brésil), aux mêmes dates que le Forum économique mondial de Davos*. Mumbai (Inde) accueillera à nouveau la prochaine rencontre du FSM, du 16 au 21 janvier 2004.

www.forumsocialmundial.org.br

Globalisation

Certains n'y voient que l'emprunt du terme anglais pour désigner le phénomène de mondialisation. D'autres y voient la mondialisation de l'économie, doublée d'une concentration du pouvoir au sein d'une élite privée et minoritaire.

Groupe de la Banque mondiale (BM)

La Banque mondiale, créée en 1945 à la suite de la conférence monétaire et financière de Bretton Woods, est une institution spécialisée du système onusien (largement autonome), et a pour mission de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie, en favorisant une croissance durable et en investissant dans la ressource humaine. Pour ce faire, elle accorde des prêts plus souples que les autres banques. Ces prêts sont liés aux programmes d'ajustement structurel (PAS) ou à des projets de développement. Elle compte actuellement 184 États membres. Le groupe de la Banque mondiale comprend, entre autres :

- La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), qui compte 184 membres, fournit des prêts et une aide au développement aux pays à revenus intermédiaires et aux pays pauvres solvables. Le nombre de voix attribuées à chaque État membre dépend du montant de ses souscriptions au capital de la BIRD, ce montant étant lui-même fonction du poids relatif du pays dans l'économie mondiale.
- L'Association internationale de développement (AID/IDA), 163 membres, consent aux pays les plus pauvres des prêts ne portant pas intérêt. L'AID tire la majeure partie de ses ressources financières des contributions versées par les États membres les plus riches, dont certains pays en développement.

Siège : Washington / Président : James D. Wolsensohn (États-Unis)
www.worldbank.org

Groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) / Groupe des Huit (G8)

Le groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) rassemble, depuis 1975, l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni. Depuis 1994, la Russie a été invitée aux réunions politiques du sommet annuel. En 1997, elle a officiellement intégré le G7 (devenu G8), sauf pour les questions économiques et financières. Le président de l'Union européenne est associé aux sommets du G7/G8. Les sommets du G7/G8 permettent la concertation entre pays membres sur les enjeux économiques, diplomatiques, stratégiques et «globaux». Le G7/G8 ne dispose pas de secrétariat permanent.

Prochain Sommet :	Sea Island (Etats-Unis) 8-10 juin 2004
Derniers Sommets :	Évian (France) 1-3 juin 2003
	Kananaskis (Canada) 26-27 juin 2002
	Gênes (Italie) 20-22 juillet 2001
	Okinawa (Japon) 21-23 juillet 2000
Sommets au Canada :	Kananaskis 26-27 juin 2002
	Halifax 15-17 juin 1995
	Toronto 19-21 juin 1988
	Ottawa 20-21 juillet 1981
Premier Sommet :	Rambouillet (France) 15-17 novembre 1975

www.g7.utoronto.ca et www.g8.gc.ca

Groupe des Vingt (G20)

Le groupe des Vingt (G20) a été mis sur pied en 1999, lors d'une réunion des ministres des Finances des pays du G7, à Washington. La création du G20 remplit l'engagement des dirigeants du G7, à la suite du Sommet de Cologne, d'établir « un mécanisme informel de dialogue entre les pays importants sur le plan systémique, dans le cadre du système institutionnel qui a résulté de Bretton Woods ». Le mandat du G20 est d'encourager les discussions et les recherches ainsi que l'examen des questions d'orientation des pays industrialisés et des marchés émergents, en vue de promouvoir la stabilité financière internationale.

Le G20 réunit les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales de 19 pays (Afrique du Sud, Allemagne, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Russie et Turquie), l'Union européenne et les institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale). Le G20 n'a pas de secrétariat permanent.

Prochain Sommet :	Morelia (Mexique) 26-27 octobre 2003
Trois derniers Sommets :	New Delhi (Inde) 22-23 novembre 2002
	Ottawa (Canada) 16-17 novembre 2001
	Montréal (Canada) octobre 2000

www.g20.org

Groupe des 77 (G77)

Le groupe des 77 (G77) a été fondé en 1964 par 77 pays en développement à la fin de la première Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED). À l'origine, le G77 a été créé pour faire contrepoids au G7. Aujourd'hui, le G77 compte 134 pays membres.

Prochain Sommet :	Marrakech (Maroc) 16-19 décembre 2003
Deux derniers Sommets :	Téhéran (Iran) 18-23 août 2001
	La Havane (Cuba) 10-14 avril 2000

www.g77.org

Indice de développement humain (IDH) et parité de pouvoir d'achat (PPA)

L'indice de développement humain (IDH) est un indicateur composite calculé chaque année, depuis 1990, par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Pour construire son indice, le PNUD a retenu trois éléments : l'espérance de vie, le niveau d'instruction et le produit intérieur brut (PIB) par habitant. Le PIB est calculé « à parité de pouvoir d'achat » (PPA). La méthode des PIB-PPA permet une comparaison plus réaliste du niveau de production et du pouvoir d'achat d'un pays à l'autre.

Libéralisme

Doctrine économique et politique qui a vu le jour en Grande-Bretagne à la fin du XVIIIe siècle (Adam Smith/David Ricardo). Selon cette doctrine, la liberté économique et le libre jeu de l'entreprise ne doivent pas être entravés, notamment par l'intervention de l'État. Le libéralisme préconise la libre concurrence, la liberté du travail et des échanges. Le néolibéralisme reprend ces mêmes concepts.

Libre-échange

Système économique dans lequel les échanges commerciaux entre les États sont libres et affranchis des droits de douane. Le libre-échange repose sur trois principes fondamentaux : l'ouverture des frontières, le rejet du protectionnisme et la très grande liberté du secteur privé. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), conclu en 1994 entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, en est un exemple, de même que le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), lancé à Miami en décembre 1994 lors du « Sommet des Amériques ». La ZLÉA concerne tous les pays du continent américain, à l'exclusion de Cuba (toujours sous embargo américain).

www.nafta-sec-alena.org, www.ftaa-alca.org et www.unites.uqam.ca/gric

Mondialisation

Processus accéléré d'intégration et d'interdépendance des économies à l'échelle mondiale, entraînant une internationalisation de plus en plus poussée des marchés et des économies.

www.unites.uqam.ca/gric/

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDÉ)

L'Organisation européenne de coopération économique (OECÉ) a été créée en 1948 pour favoriser la reconstruction de l'Europe via l'aide américaine. En 1961, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDÉ) a pris la relève. L'OCDÉ a pour mission de renforcer l'économie de ses pays membres, d'en améliorer l'efficacité, de promouvoir l'économie de marché, de développer le libre-échange et de contribuer à la croissance des pays aussi bien industrialisés qu'en développement.

L'OCDÉ compte 30 pays membres. C'est un club de pays qui partagent les mêmes idées, un club de riches puisque ses membres produisent les deux tiers des biens et des services dans le monde. En 1961, l'Organisation comptait 20 membres : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. D'autres pays ont par la suite adhéré à l'organisation : le Japon (1964), la Finlande (1969), l'Australie (1971), la Nouvelle-Zélande (1973), le Mexique (1994), la République tchèque (1995), la Corée du Sud (1996), la Hongrie (1996), la Pologne (1996) et la République slovaque (2000).

Siège : Paris / Secrétaire général : Donald J. Johnson (Canada)
www.oecd.org

Organisation des Nations unies (ONU)

Organisation universelle fondée en juin 1945 (Conférence de San Francisco). L'ONU a pour objectifs principaux d'assurer le maintien de la paix et la sécurité internationale et de développer la coopération dans les domaines économique, social, culturel et humanitaire. L'ONU compte 188 États membres. Ses six principaux organes sont l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité*, le Conseil économique et social, le Conseil de tutelle, la Cour internationale de Justice et le Secrétariat.

De nombreuses organisations et institutions spécialisées, plus ou moins autonomes (FAO, UNESCO, OMS, FMI*, groupe de la Banque mondiale*, etc.) et des composantes (PNUD*, CNUCED, HCR, UNICEF, etc.), rattachées directement aux principaux organes onusiens, composent l'ensemble du système de l'ONU.

Siège : New York / Secrétaire général : Kofi Annan (Ghana)
www.un.org

Organisation mondiale du commerce (OMC)

Institution intergouvernementale entrée en vigueur le 1er janvier 1995, cette organisation internationale ne fait pas partie du système des Nations unies. Elle a remplacé le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). L'OMC comprend 144 États membres (en janvier 2002). L'Organisation a pour vocation de fixer les règles du commerce international et de se saisir des différends commerciaux. L'objectif à long terme est de supprimer les entraves au commerce mondial. En 1994 (Conférence de Marrakech), l'OMC a été mandatée pour conclure un cycle de négociations sur la libéralisation de l'agriculture et des services, qui comprenaient la santé, l'éducation, les services « environnementaux » et « culturels » et l'accord sur la propriété intellectuelle, dont le brevetage du vivant.

Conférences ministérielles :	Cancún (Mexique) 10-14 septembre 2003
	Doha (Qatar) 9-13 novembre 2001
	Seattle (États-Unis) 30 novembre-3 décembre 1999
	Genève (Suisse) 18-20 mai 1998

Siège : Genève / Directeur général : Supachai Panitchpakdi (Thaïlande)
www.wto.org

Organisation de coopération internationale (OCI)

Organisation à but non lucratif et indépendante des gouvernements qui met en œuvre des projets pour appuyer les populations des pays en développement dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, de l'agriculture, etc. Les OCI sensibilisent la population et ses élus aux causes du sous-développement pour l'instauration d'un monde plus juste et plus équitable et les mobilisent dans des actions de changement. Les ONG reçoivent des fonds provenant de contributions privées ou gouvernementales.

www.aqoci.qc.ca

Pays les moins avancés (PMA)

Ces pays correspondent à la catégorie des pays les plus pauvres dans la nomenclature de l'ONU. Depuis que les Nations unies ont créé cette catégorie de pays en 1971, leur nombre a presque doublé, passant de 25 à 49. Ces pays se distinguent par un faible revenu national (revenu moyen par habitant en dessous de 900 dollars US par an), un faible indice de développement humain (IDH*) et une très grande vulnérabilité économique. La prochaine Conférence des Nations unies sur les PMA se tiendra du 14 au 18 juin 2004 à Sao Paulo (Brésil).

www.unctad.org

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

Le Programme des **Nations unies** pour le développement (PNUD) a été créé en 1965. Le PNUD est le principal organe d'assistance technique du système onusien. Il aide les pays en développement à se doter de services administratifs et techniques de base. Il forme des cadres, cherche à répondre à certains besoins essentiels des populations, prend l'initiative de programmes de coopération régionale et coordonne, en principe, les activités sur les lieux où se déroulent les programmes opérationnels des **Nations unies**. Le PNUD publie annuellement un Rapport sur le développement humain qui classe notamment les pays selon l'indice de développement humain (IDH).

2-11 septembre 2002 :	Sommet mondial du développement durable, Johannesburg, Afrique du Sud.
18-22 mars 2002 :	Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey, Mexique.

Siège : New York / Administrateur : Mark Malloch Brown (Royaume-Uni)
www.undp.org

Taxe Tobin

Proposée en 1978 par l'économiste et Prix Nobel américain James Tobin, cette taxe vise à imposer les transactions monétaires (opérations de change d'une monnaie à une autre) à un taux très faible, de 0,1 % à 0,25 %. Cela ne pénaliserait pas les activités de l'économie réelle (importations, exportations, investissements), mais mettrait un « grain de sable » dans les rouages de la spéculation.

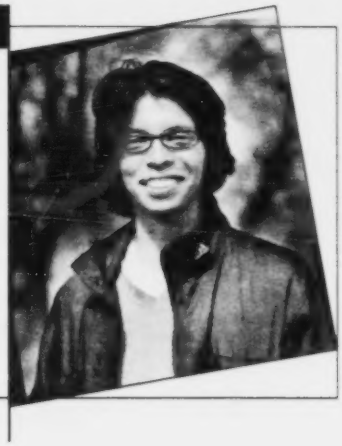
Ce prélèvement sur les mouvements de capitaux à court terme aurait pour objectifs de limiter la spéculation à court terme et de créer des ressources propres à destination des institutions internationales.

Le mouvement altermondialisation*, dont l'association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC), a repris l'idée du professeur Tobin. En effet, les transactions sur les marchés des capitaux à court terme représentent environ 1 800 milliards de dollars, chaque jour. Selon les calculs d'ATTAC, une taxation de 0,1 % des opérations de change procurerait 166 milliards de dollars chaque année. ATTAC propose donc de consacrer ces recettes à l'aide au développement, ce que ne prévoyait pas le professeur Tobin.

Mais, aujourd'hui, la mise en place de ce système est incertaine car les conditions de faisabilité de la Taxe Tobin restent difficiles à réunir.

www.quebec.attac.org

Sigles



ACDI
Agence **c**anadienne de **d**éveloppement **i**nternational

AID / IDA
Association **i**nternationale de **d**éveloppement / **I**nternational **D**evelopment **A**ssociation

ALENA
Accord de **l**ibre-**é**change **n**ord-**a**méricain

APD
Aide **p**ublique au **d**éveloppement

AQOCI
Association **q**uébécoise des **o**rganismes de **c**oopération **i**nternationale

BIRD
Banque **i**nternationale pour la **r**econstruction et le **d**éveloppement

BM
Banque **m**ondiale

CAD
Comité d'**a**ide au **d**éveloppement

CNUCED
Conférence des **N**ations **u**nies pour le **c**ommerce **e**t le **d**éveloppement

CQFD
Comité **q**uébécois **f**emmes et **d**éveloppement

FAO
Food and **A**griculture **O**rganization of the United Nations

FMI
Fonds **m**onétaire **i**nternational

FSA
Forum **s**ocial **a**fricain

FSM
Forum **s**ocial **m**ondial

GATT
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
(**G**eneral **A**greement on **T**ariffs and **T**rade)

HCR
Haut **c**ommissariat pour les **r**éfugiés

IDH
Indice de **d**éveloppement **h**umain

JQSI
Journées **q**uébécoises de la **s**olidarité **i**nternationale

MRI
Ministère des **R**elations **i**nternationales

NEPAD
Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
(**N**ew **P**artnership for **A**frica's **D**evelopment)

OCDE
Organisation de **c**oopération et de **d**éveloppement **é**conomiques

OCI
Organisme de **c**oopération **i**nternationale

OMC
Organisation **m**ondiale du **c**ommerce

OMS
Organisation **m**ondiale de la **s**anté

ONG
Organisation **n**on **g**ouvernementale

ONU
Organisation des **N**ations **u**nies

PAM
Programme **a**limentaire **m**ondial

PAME
Programme d'**a**ppui à la **m**ission d'**é**ducation

PAS
Programme d'**a**justement **s**tructurel

PED
Pays **e**n **d**éveloppement

PIB
Produit **i**ntérieur **b**rut

PMA
Pays les **m**oins **a**vancés

PNUD
Programme des **N**ations **u**nies
pour le **d**éveloppement

PPA
Parité de **p**ouvoir d'**a**chat

PQDI
Programme **q**uébécois de
développement **i**nternational

QSF
Québec **s**ans **f**rontières

RNB
Revenu **n**ational **b**rut

RQCI
Réseau **q**uébécois sur l'**i**ntégration **c**ontinentale

SAIQ
Secrétariat à l'**a**ide **i**nternationale du **Q**uébec

UNESCO
Organisation des Nations unies pour l'éducation,
la science et la culture
(**U**nited **N**ations **E**ducational, **S**cientific
and **C**ultural **O**rganization)

UNICEF
Fonds des Nations unies pour l'enfance
(**U**nited **N**ations **C**hildren's **F**und)

ZLEA
Zone de **l**ibre-**é**change des **A**mériques

Sites d'intérêt sur Internet

Organismes de coopération internationale partenaires de QSF 2003-2004

Association québécoise des organismes de coopération internationale
www.aqoci.qc.ca

Alternatives
www.alternatives.ca

Aide médicale internationale à l'enfance (AMIE)
www.amie.ca

Carrefour canadien international
www.crossroads-carrefour.ca

Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke
www.csisher.com

Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI)
www.ceci.ca

Centre de solidarité internationale du Saguenay – Lac Saint-Jean
www.centreso.saglac.org

Club 2/3
www.2tiers.org

Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine
www.ccdhal.org

Comité de solidarité Tiers-Monde de Trois-Rivières
www.cstm.qc.ca

Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière (CRÉDIL)
www.credil.qc.ca

CUSO – Québec
www.cuso.org

Développement et Paix
www.devp.org

Fondation Paul Gérin-Lajoie (FPGL)
www.fondationpgl.ca

Jeunesse Canada Monde
www.cwy-jcm.org

Jeunesse du Monde
www.jeunessedumonde.qc.ca

Plan Nagua
www.plannagua.org

Projet Accompagnement Québec/Guatemala
paqg@supernet.ca

Solidarité Nord-Sud des Bois-Francs
snsbf@cdcbf.qc.ca

SUCO
www.suco.org

Mondialisation, coopération, droits humains, démocratie, femmes, environnement

Amnistie internationale/Section canadienne francophone
www.amnistie.qc.ca

ATTAC (Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens)
www.attac.org

Citoyens du monde en action
www.citoyensdumonde.org

Conseil canadien pour la coopération internationale
www.ccic.ca

Cybersolidaires
www.cybersolidaires.org

Droits et démocratie
www.ichrdd.ca

Fédération des femmes du Québec
www.ffq.qc.ca

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme
www.fidh.org

Fédération démocratique internationale des femmes
www.fdif.eu.org

Institut Nord-Sud
www.nsi-ins.ca

Réseau québécois des groupes écologistes
www.rqge.qc.ca

Réseau québécois pour la simplicité volontaire
www.simplicitevolontaire.org

Réseau québécois sur l'intégration continentale
www.alternatives.ca/rq

Bibliographie sélective

Publications des grandes institutions internationales :

World Bank, *World Development Indicators 2003*, World Bank, Avril 2003, 416 p.

World Bank, *World Bank Atlas 2003*, World Bank, 80 p.

OCDE, *Développement durable*, OCDE, Juillet 2001, 556 p (Collection Les Grandes Questions).

OCDE, *Les dossiers du CAD : Coopération pour le développement, Rapport 2002*, 2003, Volume 4,n°1, 360 p.

CAD, *La réduction de la pauvreté*, OCDE, Décembre 2001, 158 p.

PNUD, *Rapport Mondial sur le Développement Humain 2003*, Paris, Economica, 2003.

Publications annuelles d'institutions indépendantes :

COLLECTIF, *L' État du monde 2004*, Annuaire économique et géopolitique mondial, 2003, 672 p.

INS, *De Doha à Cancun : Le développement et l'OMC*, Rapport canadien sur le développement 2003, 120 p.

INS, *Notre droit à la dignité : les réformes économiques et la voix des femmes en Afrique*, 2000, 300 p.

INS, *Le rapport sur l'Afrique : Une évaluation du nouveau partenariat*, 2003, 159 p.

Monographies :

BERTRAND Maurice, *L'ONU*, 3e éd., Paris, La Découverte, 2000, 122 p. (Collection Repères).

BRUNEL Sylvie, *La coopération Nord-Sud*, Paris, PUF, 1997, 128 p. (Que sais-je ?).

GÉLINAS, Jacques, *Et si le Tiers monde s'autofinançait. De l'endettement à l'épargne*, 4e éd., Montréal, Les Éditions Écosociété, 1994, 238 p.

La globalisation du monde : Laisser faire ou faire ?, Montréal, Les Éditions Écosociété, 2000, 340 p.

KONATÉ Moussa, *Sur les petites routes de la démocratie – l'expérience d'un village malien*, Montréal, Les Éditions Écosociété, 1999, 161 p.

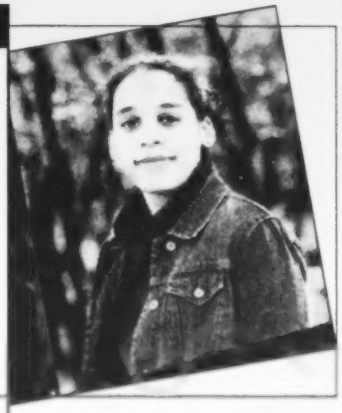
ROUILLÉ D'ORFEUIL Henri, *Le tiers monde*, Paris, La Découverte, 1997, 124 p. (Collection Repères).

ROUSSELET Micheline, *Les tiers mondes*, Paris, Le Monde-Éditions, 1994, 245 p. (Collection Marabout).

RIST Gilbert, *Le développement – Histoire d'une croyance occidentale*, 2e éd., Paris, Presses Sciences po, 2001, 442 p.

SARRASIN Bruno, *Ajustement structurel et lutte contre la pauvreté en Afrique – La Banque mondiale face à la critique*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999, 114 p.

Fiche pratique
Des actions solidaires au quotidien



Par des actions simples, vous pouvez poser quotidiennement des gestes de solidarité envers les pays du Sud, promouvoir le développement durable et le respect de l'environnement.

Devenir des consommateurs responsables

- Acheter des produits venant du commerce équitable (café, chocolat, thé, cacao, sucre...);
- Acheter des produits biologiques;
- S'informer de la provenance des produits et leurs conditions de production;
- Réduire sa consommation, réutiliser ses biens, recycler.

Se conscientiser

- Se renseigner sur l'actualité nationale et internationale;
- Garder un esprit critique.

S'engager socialement

- Donner du temps à des organismes qui luttent en faveur d'un développement durable, de défense des droits humains et qui œuvrent pour une société plus juste et équitable : organismes de coopération internationale, groupes environnementaux, organisations communautaires...
- Faire de la sensibilisation dans son milieu. Dénoncer et combattre les stéréotypes qui circulent dans notre milieu. Écrire dans les journaux pour dénoncer les injustices, la pauvreté, les inégalités.

Des intervenants pour vous appuyer dans vos actions solidaires

- Les organismes de coopération internationale, regroupés au sein de l'AQOCI : www.aqoci.qc.ca
- Les groupes et organismes environnementaux :
  - Regroupement québécois des groupes écologiques : www.rqge.qc.ca
  - Union québécoise pour la conservation de la nature : http ://uqcn.qc.ca
  - ENvironnement JEUnesse (ENJEU) : www.enjeu.qc.ca

- D'autres associations, groupes ou mouvements au Québec qui informent et appuient les initiatives en faveur d'un développement viable et équitable :
  - Ligue des droits et libertés : www.liguedesdroitsqc.org
  - Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) : www.frapru.qc.ca
  - Les Amies de la Terre de Québec : www.clic.net/~atquebec
  - Union paysanne : www.unionpaysanne.com
  - Association pour l'amélioration des cultures biologiques : www.ocia.qc.ca

DÉVELOPPEMENT ET PAIX

CENTRE CANADIEN D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE
CECI

Jeunesse Canada Monde
Canada World Youth

CSTM
TROIS-RIVIÈRES

30e anniversaire
PLAN nagua

CUSO
QUÉBEC

Jeunesse du monde

Fondation Jacques Gérin-Lajoie
L'éducation pour tous

Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine

Carrefour canadien international (CCI)

CLUB 2/3

Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière (CRÉDIL)

Alternatives

Centre de solidarité internationale du Saguenay – Lac St-Jean

L'AMIE

Projet Accompagnement Québec-Guatemala

solidarité • union • coopération
SUCO

Solidarité Nord-Sud des Bois-Francs

Carrefour de solidarité internationale – Sherbrooke (CSI)

Relations internationales
Québec

Association québécoise des organismes de coopération internationale
AQOCI